

Des économistes du FMI pointent lucidement les dysfonctionnements du capitalisme mondial, mais les solutions échappent à leur radar néo-libéral.

Maurice Obstfeld, directeur de la recherche du FMI n'avait pas trop le moral lors de la présentation de ses dernières prévisions : « la croissance mondiale continue, mais à un rythme de plus en plus décevant qui expose l'économie mondiale à des menaces. La croissance a été trop faible depuis trop longtemps ». Mais attention, « nous ne sommes pas en crise, nous ne sommes pas non plus en état d'alarme, mais en état d'alerte ». Obstfeld s'est même aperçu que « dans de nombreux pays, la faible progression des salaires et les inégalités croissantes ont conduit à l'idée que la croissance économique a bénéficié principalement aux élites économiques ».

Dans le brouillard

Que faire ? Le FMI recommande une politique à trois volets : monétaire, budgétaire, sans oublier les inévitables « réformes structurelles ». Mais, dans ces mêmes prévisions, le FMI envoie un message que l'on peut traduire ainsi : les réformes structurelles, c'est une très bonne idée, mais peut-être pas dans la conjoncture actuelle. Et, comme l'a fait remarquer un journaliste à la conférence de presse : « cela fait 20 ans que j'entends toujours les mêmes choses, encore et encore ».

Le même « état d'alerte » se retrouve dans le *Moniteur des finances publiques* du FMI : « les ratios de la dette publique se sont détériorés presque partout et les finances publiques sont devenues plus vulnérables ». Il faudrait une politique budgétaire « propice à la croissance, avec principalement des mesures qui stimulent la croissance à court terme et à moyen terme ». Même en Grèce ?

Jean Pisani-Ferry, le commissaire général de France Stratégie (un *think tank* d'Etat) partage ce désarroi : « si vous ne comprenez pas ce qui se passe dans la zone euro, vous n'êtes pas le seul. Un jour on nous dit que la croissance appartient au passé ; le lendemain, que la reprise est en bonne voie ; et le troisième que la Banque centrale européenne envisage d'envoyer des chèques aux citoyens. La situation économique a rarement été aussi confuse ».

Hors radar

On pourrait multiplier les exemples de cette désorientation qui s'explique facilement : c'est une chose de pointer lucidement les dysfonctionnements du capitalisme mondial, mais les solutions envisageables échappent au radar néo-libéral. On pourrait par exemple relancer l'investissement public pour la transition écologique, mais c'est contradictoire avec les règles budgétaires. Il faudrait réduire les dettes, mais ce serait remettre en cause le droit de ponctionner les richesses.

Une augmentation des salaires pourrait relancer l'activité et réduire les inégalités. Mais la contradiction est magnifiquement résumée par cette formule géniale de Patrick Artus : « des politiques de redressement des salaires et de réduction des inégalités salariales peuvent être dangereuses si elles ne sont pas associées à l'acceptation par les entreprises d'une rentabilité plus faible du capital ». *The Economist*, le prestigieux hebdo néo-libéral se demande même s'il n'y a pas « trop de profit » et donne raison à Bernie Sanders quand il dénonce une économie "truquée" (*rigged*) par des entreprises plus habiles à siphonner la richesse que de la créer.

Certes, les politiques néo-libérales sont rationnelles du point de vue des dominants, mais elles détraquent toute l'économie mondiale. Oui, il faudrait « une rentabilité plus faible du capital » et une réduction des dettes, mais ces deux revendications sont de toute évidence totalement étrangères à la logique profonde du capitalisme.